

Réflexions sur la "question du parti"

mercredi 18 janvier 2017, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 13 janvier 2017).

Cette contribution a été écrite pour la revue *Viento Sur* (Etat espagnol) et doit paraître en castillan dans son prochain numéro [1]. Une version nettement plus développée est en préparation et sera ultérieurement mise en ligne sur ESSF.

Sommaire

- [Partis, périodes et conscience](#)
- [Des partis utiles possibles et](#)
- [L'articulation des formes \(...\)](#)
- [De Lénine et du parti](#)

Le centième anniversaire de la révolution d'Octobre 1917 offre l'occasion de revenir sur l'expérience révolutionnaire du XX^e siècle et de revisiter ses leçons à la lumière des problèmes contemporains. Avec la figure tutélaire de Lénine, la "question du parti" s'impose, parmi d'autres, non moins importantes.

La contribution qui suit n'a pas pour ambition de présenter l'histoire du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) et du bolchevisme en la matière - ni d'ailleurs l'histoire de la conception du parti dans la théorie marxiste. Cependant, le "léninisme" étant un point de repère utile, on y reviendra en conclusion. Disons pour l'instant que Lénine est particulièrement intéressant en ce qui concerne la façon dont il lie (et non juxtapose) théorie et objectifs à long terme d'une part et, d'autre part, la mise en contexte, "l'analyse concrète de la situation concrète".

Partis, périodes et conscience

Nous abordons la question du parti du point de vue de la gauche radicale, anticapitaliste. Nous aurions dit, dans les années 60-70, du point de vue de la gauche révolutionnaire. Mais, dans de nombreux pays, il n'y a pas un niveau, une qualité des luttes sociales qui permettent de donner chair à une organisation révolutionnaire. La perspective d'une confrontation majeure de classes s'est embrumée dans un horizon lointain. Cette périodisation varie suivant les pays du sud, du centre ou du nord de l'Europe. Des résistances armées se sont longtemps prolongées en lien avec l'oppression nationale (Euskadi, Irlande du Nord, Corse), cependant ces luttes ont cessé de s'inscrire dans une perspective révolutionnaire internationale, ce qui pose la question de leur fonctionnalité et change le cadre des processus de paix. Malgré les différences de contexte, c'est aussi vrai pour les pays du Sud où des guérillas significatives continuaient à exister, de la Colombie aux Philippines. Quant au changement de période, il a été beaucoup plus prononcé qu'escompté : il s'agit d'un changement d'époque. Dans ce cadre, la rupture générationnelle avec les héritiers des années 60-70 s'avère souvent tranchée (Rousset, 2005).

Les conceptions militantes dominantes ne sont pas forcément en adéquation avec certaines des tâches de l'heure ou avec la nature des épreuves à venir. Or, l'action politique se conduit à partir des consciences. Ainsi, même quand le "désir de parti" existe, il peut y avoir un fossé entre le parti *possible* (compte tenu des consciences) et le parti *nécessaire* (compte tenu des tâches). Une difficulté assez redoutable.

Néanmoins, des partis utiles ont existés et existent encore bel et bien.

Des partis utiles possibles et nécessaires

Nous sommes souvent confrontés à un rejet sec de la notion même de parti. Il y a à ce rejet de solides raisons qu'il nous faut prendre en compte. Le dépérissement de la démocratie bourgeoise a fini de discréditer le régime des partis. Un secteur notable de l'extrême gauche s'est comporté de façon proprement manipulatrice et autoritaire, voire carrément destructrice.

La "forme parti" n'est pas seule en cause. Des syndicats sont profondément bureaucratisés. Des ONG deviennent la "propriété" d'une personne. Des associations s'institutionnalisent au point d'appliquer en leur sein une grille de salaires fort inégalitaire. Des réseaux informels sont manipulés par une direction occulte. Des mouvements "virtuels" remplacent par un "click" Internet (sans engagement militant aucun) les procédures démocratiques collectives. Les hommes providentiels se ramassent à la pelle...

Aucun parti n'est parfait. Néanmoins, des partis ont joué un rôle clef, au XX^e siècle, dans toutes les révolutions qui ont été le plus loin dans la rupture avec le capitalisme. Certes, ces révolutions se sont sclérosées ; elles ont donné naissance à des régimes bureaucratiques, puis laissé place à un nouveau développement capitaliste. Mais les critiques sans nuances ni merci des partis révolutionnaires devraient se pencher sur ce qu'il advint des révolutions sans partis. Ou ce qu'il en advient aujourd'hui encore. Nous avons rarement vu une levée populaire aussi ample et couvrant d'emblée une aire géographique aussi vaste que ce que l'on appelle un peu improprement le "Printemps arabe". L'irruption des "masses" dans l'arène politique fut spectaculaire, le combat mené contre une cohorte de forces contre-révolutionnaires proprement remarquable. Elle mérite toujours notre soutien ; mais l'initiative a changé de camp. La lutte se poursuit parfois dans des conditions épouvantablement difficiles, comme sur le théâtre d'opérations irako-syrien.

Les peuples de la région paient au prix fort les abandons et les trahisons de la gauche dans le monde arabo-persan (ou au-delà), ainsi que l'affaiblissement des partis qui sont restés fidèles à leurs engagements – et qui méritent eux aussi notre soutien. Ils paient l'isolement international dans lequel ils ont été maintenus par les puissances – mais aussi par une partie de la gauche radicale. Des partis suffisamment implantés pour jouer un rôle important, il n'y en avait plus, sauf dans les Kurdistan. En quoi cela les a-t-il aidés ?

Des partis radicaux, même de dimensions modestes, peuvent aujourd'hui être utiles. Prenons deux exemples dans des pays d'Asie parmi les plus violents : le Pakistan et le Sud philippin.

Le Pakistan et le Sud philippin ont en commun la diversité et l'acuité des conflits confessionnels, sectaires, identitaires. C'est sur ce terrain que la question de l'utilité d'un parti est ici testée. Comment en juger ? En étudiant ce qu'il *fait* ; mais aussi en se posant la question : qu'est-ce que cela changerait s'il n'existait pas ?

L'Etat pakistanais est une construction artificielle. Son unité, sa stabilité sont remises en cause par des questions nationales irrésolues. Par des régionalismes et des communautarismes vivaces. Par

l'impact de la guerre d'Afghanistan et le jeu des puissances. Par le clanisme des familles possédantes. Par l'extrême diversité de la mosaïque de structures sociales. Par l'hyper violence des fondamentalismes religieux. Par les fractures internes à l'appareil d'Etat...

Le Parti awami des travailleurs (AWP) a été fondé en 2013 grâce au regroupement de trois organisations (Rousset, 2013), y compris le Labour Party Pakistan (LPP) (Rousset, 2010b) dont l'action antérieure est ici prise en compte. Très réactif, il défend les paysans de la ferme militaire d'Okara (torturés). Les syndicalistes du textile à Faisalabad (emprisonnés). Les blogueurs libres penseurs et antimilitaristes (enlevés). Les hindous ou chrétiens dont les villages sont brûlés par des islamistes. Les victimes chiïtes ou sunnites des attentats fondamentalistes. Les femmes enterrées vivantes pour avoir défié l'autorité patriarcale et entaché "l'honneur" de la famille. Les transgenres violentées. Les nationalistes baloutches sommairement liquidés. Les populations sinistrées par une catastrophe naturelle (Pendjab, Cachemire...). Les défenseurs des droits condamnés à la perpétuité pour leur engagement solidaire (Gilgit-Baltistan).

Ainsi, ces partis s'élèvent contre toutes les oppressions, toutes les exploitations, en défense de toutes les victimes. Ils reconnaissent la diversité et affirment simultanément la communauté d'un combat progressiste. Or, les deux ne vont pas toujours de pair. L'expression de la diversité peut privilégier un repli particulariste, identitaire. "Produire" de la diversité ne signifie pas nécessairement produire du commun (Johsua, 2017). Inversement, au nom de l'unité, les droits des minorités, des femmes, sont souvent étouffés. Chaque initiative solidaire vaut pour elle-même. Prise ensemble, c'est une culture de solidarité "d'en bas" qui prend forme. Le LPP, puis le AWP, apportent à ce combat les moyens d'un parti implanté dans un large éventail de secteurs sociaux et de régions. Ce serait une perte s'ils n'existaient pas.

Le RPM-M (RPM-M, 2006, Rousset, 2010a) est implanté dans l'île méridionale de Mindanao, la région la plus militarisée de l'archipel philippin. C'est là que cohabitent "trois peuples" : Moros (musulmans), Lumads (tribus montagnardes) et descendants chrétiens issus du mouvement de colonisation "interne" du Sud philippin. Les conflits sociaux prennent souvent la forme de violences intercommunautaires. Les rivalités entre clans politiques peuvent devenir sanglantes. L'état de guerre entre des mouvements musulmans et le gouvernement, ainsi que l'existence de guérillas de gauche, posent la question des conditions d'une paix juste et durable. Opérations militaires et calamités naturelles provoquent régulièrement des catastrophes humanitaires.

Le RPM-M répond à cette situation en prenant lui aussi la défense de toutes les victimes. Il combat l'oppression des musulmans, mais n'accepte pas pour autant qu'un commando islamique massacre des villageois chrétiens. Il reconnaît le droit à l'autodétermination des Moros, mais refuse que ce même droit soit dénié aux Lumads sur leurs territoires ancestraux. Il mobilise des personnes issues des trois peuples pour qu'elles portent ensemble aide aux populations frappées par des catastrophes humanitaires. Il soutient la représentation des trois peuples au sein des mêmes mouvements luttant pour la paix. Il veut que les intérêts des couches populaires, que les droits démocratiques, environnementaux et sociaux "transversaux", soient réellement pris en compte dans les négociations de paix...

Nous parlons ici de partis d'envergure modeste (quelques milliers de membres), mais bénéficiant d'une implantation multisectorielle. Une organisation politique concentrant son activité dans un seul secteur social (par exemple les entreprises) ne saurait jouer le même rôle. Une formation essentiellement parlementaire non plus. Au cœur de l'action partidulaire se pose en effet la question de l'articulation des formes et des terrains de lutte.

L'articulation des formes et des terrains de lutte

Un parti n'a pas le monopole de l'élaboration théorique et programmatique. Des militantes d'extrême gauche ont participé activement aux élaborations féministes des années 70, mais leur formulation s'est faite en dehors des organisations politiques constituées, avant d'y pénétrer en force. Il en va de même pour ce qui est de l'écologie la décennie suivante. Idem encore en ce qui concerne l'évolution des rapports sociaux et du travail...

En revanche, les partis militants offrent *dans la mesure du possible* des choix globaux d'orientation alternatifs - à savoir comment articuler pour une période donnée formes et terrains de lutte. En cela, ils contribuent à préserver l'unité des mouvements sociaux, les choix politiques hétérogènes de leurs membres s'exprimant ailleurs au lieu de les diviser. Si division il y a néanmoins, elle s'opère sur le terrain propre à chaque mouvement social : syndicalisme de classe ou d'accompagnement, écosocialisme ou écologie profonde, production paysanne ou agro-industrie, féminisme de lutte de classe (*socialist feminism*) ou institutionnel...

Deux terrains de lutte méritent ici une mention spéciale : la lutte armée et l'activité parlementaire. Toutes deux ont de profondes implications sur les équilibres d'une organisation et toutes deux présentent de grands dangers si ces équilibres ne sont pas maîtrisés.

Lutte armée. La décision de s'engager dans la lutte armée a des conséquences très lourdes, comme sur les rapports entre clandestinité et activités "ouvertes" (*above ground*). Pour limiter les risques de dérives, mentionnons pour l'heure simplement que les autres terrains d'action ne doivent pas être étroitement subordonnés à la lutte armée. Que la politique doit continuer à commander au fusil. Que la sécurité ne justifie pas d'étouffer toute forme de débat, de prises de décision collective. Qu'elle ne doit pas devenir un mode de vie dont on ne peut plus sortir. Qu'un bon parti de lutte armée sait la suspendre ou l'interrompre quand l'évolution de la situation politique l'exige.

La sortie de la lutte armée n'est pas chose simple. On l'a vu avec le cas du RPM-M à Mindanao. D'autres mouvements (liés notamment à des minorités ethniques) sont confrontés à la question des processus de paix et échangent en eux leurs expériences à ce sujet. C'est un domaine auquel plus d'attention doit être portée.

Activités parlementaires et institutionnelles. L'activité parlementaire (et plus généralement institutionnelle) répond à des besoins très réels. Défendre dans toutes les arènes possibles les droits des dominés. Leur assurer une représentation politique. Utiliser le groupe parlementaire pour aider les luttes ici et ailleurs... Cette activité ne peut évidemment pas être mise en œuvre en tous lieux en tout temps. Ses modalités, son potentiel, dépend beaucoup de la nature du régime politique et des législations électorales propre à chaque pays.

C'est sur ce terrain que la gauche radicale a récemment connu ses plus grands succès en Europe ; et qu'elle a subi l'un de ses échecs les plus cinglants. La première vague de succès électoraux a touché le Danemark, l'Etat espagnol, la Grèce, le Portugal - avec pour point d'orgue, la conquête du gouvernement par Syriza et le soutien populaire massif pour en terminer avec les politiques d'austérité. La première leçon, c'est qu'un tel événement a été possible. La seconde, malheureusement, est la trahison de ses mandats par la direction Tsipras et son intégration subordonnée à la gouvernance autoritaire de l'Union européenne. Un point tournant négatif pour la gauche radicale en Europe. L'avenir de l'Alliance Rouge et Verte danoise (Voss 2011), du Bloc de Gauche portugais (Louça & Romero Baeza, 2010), de Podemos (Camargo, 2016) reste évidemment des enjeux majeurs, mais dans un contexte beaucoup plus difficile.

Un autre processus est engagé avec Momentum et Corbyn en Grande-Bretagne. Aussi important

soit-il, il n'est pas évident qu'il va se reproduire ailleurs. En Allemagne, l'expérience est déjà faite (Die Linke). En France, ce fut la création du Parti de Gauche (abandonné par son créateur) et, avec le PCF, du Front de Gauche (cliniquement mort) ; reste Mélenchon. Le Parti socialiste risque l'implosion, sans échos et dynamique de masse. Idem avec le PSOE (Pastor, 2016). Les carottes sont cuites en Italie. Dans beaucoup de pays, c'est la droite extrême et l'extrême droite qui sont à même de polariser l'exaspération populaire.

L'avenir peut nous réserver à nouveau d'heureuses surprises ; mais il faut prendre la mesure de la "logique hégémonique" du terrain électoral et du pouvoir de cooptation des institutions. L'aune du succès d'une organisation devient ses résultats électoraux et non les progrès de son implantation sociale. La succession des échéances électorales commande les priorités financières et accapare l'attention des directions. L'échec laisse le roi nu - et les coffres vides. Le succès est dangereux. Des organisations ont perdu leur âme militante dans les institutions : Akbayan aux Philippines, Syriza en Grèce... D'autres ont perdu leurs députés pour ne pas perdre leur âme (le RPM-M aux Philippines).

Un parti radical doit pouvoir intervenir selon les possibilités et les nécessités en tous domaines, y compris parlementaire et institutionnel. Le danger est d'adapter la conception même du parti "réellement existant" aux jeux électoraux.

De Lénine et du parti

Le débat sur "la" conception que Lénine avait du parti s'est souvent noyé dans des interprétations simplistes de *Que Faire ?* (Lénine, 1902. Draper, 1999). Il exige pourtant la prise en compte d'un contexte historique en évolution rapide et de la trajectoire militante et intellectuelle de Lénine, jamais achevée (Vercammen, 1989), à l'interprétation complexe (Le Blanc, 1989, Löwy, 1991) - et de la place assignée par Lénine au politique, au rapport entre stratégie et tactique (Bensaïd, 1997).

Enfin, notre propre lecture du "léninisme" est marquée par le contexte du moment ou l'expérience acquise. Elle demande à être régulièrement revisitée (voir l'introduction de 2008 à Bensaïd & Naïr, 1969).

Contentons-nous ici de reprendre quelques lignes de force.

Un parti délimité et militant. Un parti devrait-il n'avoir plus de frontières ni d'exigences à l'heure d'Internet et du militantisme à la carte ? Devrait-il être "fluide" en adéquation à un capitalisme lui-même "fluide" ? Fluide, la domination de classe ? Fluide le matraquage idéologique quotidien ? Fluide l'Etat sécuritaire ? Fluide les diktats de la dette, de l'Union européenne, des interventions impérialistes ? En quoi la violence de la guerre de classe s'est-elle liquéfiée ? La nécessité d'un parti délimité, dont les membres sont actifs dans des structures militantes, reste d'actualité. La révolution n'étant pas "*un acte unique*" (le fameux Grand Soir), un tel parti doit aussi être un "*élément de continuité dans les fluctuations de la conscience collective*" (Bensaïd, 1997). Son ossature militante lui permet d'être enraciné dans les couches populaires, en rapport et en lien organique avec les mouvements sociaux.

Un parti pour l'action politique dans toute la société. Un parti révolutionnaire ne confine pas son action à l'entreprise, au face-à-face direct entre un patron et ses salariés. Il "représente" la classe travailleuse, dans ses rapports non seulement à un groupe donné d'employeurs, mais aussi avec "*toutes les classes de la société contemporaine et avec l'État en tant que force politique organisée*" (Lénine, 1902, p. 408). Soit dit en passant, l'un des échecs du bolchevisme est de n'avoir pas su s'implanter dans la paysannerie avant 1917.

Un parti réactif. Un parti capable de percevoir l'émergence du neuf et de se réorganiser en conséquence, que ce soit en termes d'implantation sociale ou de changement brutal de situation politique. Un parti capable aussi de répondre à l'imprévu – car imprévu, il y aura toujours. Sans être “fluide”, ce type de parti est flexible...

Un parti capable de présenter une orientation d'ensemble (voir ci-dessus), des éléments de stratégie, puis une stratégie appropriée (en rapport avec les données de la période) quand le niveau des luttes le permet.

Un parti capable de penser les médiations concrètes, les formes d'organisations temporaires en fonction du rapport entre le nécessaire et le possible, compte tenu des consciences et de l'héritage des luttes antérieures.

Dans bien des pays, les conditions réellement existantes ne permettent pas de construire “le parti révolutionnaire”. L'enjeu est de susciter ou de participer à la constitution de formations politiques disons hybrides, exprimant l'expérience contemporaine, permettant d'agir sur le présent, d'élever le niveau de conscience, d'accumuler des forces, de faire des pas en avant – tout en évitant qu'elles ne se sclérosent et ne donnent naissance à de nouveaux réformismes impotents.

Pierre Rousset

Références

Bensaïd D. (1997). “Lénine ou la politique du temps brisé”, Critique communiste n° 150, Mis en ligne sur le site Daniel Bensaïd :
<http://danielbensaid.org/Lenine-ou-la-politique-du-temps>

Bensaïd D., Nair S. (1969), “A propos de la question de l'organisation : Lénine et Rosa Luxemburg”, Partisan, n° 45, décembre 1968-janvier 1969. Avec l'introduction de Bensaïd D. (2008) : ESSF (article 10230) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article10230>

Camargo R. (2016), “Etat espagnol : Le point sur les débats ouverts au sein de Podemos”. ESSF (article 39040)). Traduction A l'encontre :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39040>

Draper, H. (1999). “The myth of Lenin's 'Concept of the Party' : or what they did to 'What is to be done ?'” Historical Materialism, numéro 4.

Johsua S. (2017), “Bulles cognitives et problèmes démocratiques – Produire de la diversité ne produit pas automatiquement du commun”, ESSF (article 39945) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39945>

Le Blanc P. (1989), Lenin and the Revolutionary Party, Humanities Press : Atlantic Highlands, New Jersey.

Lénine V.I. (1902), Que faire ? Œuvres vol. 5, Editions en langues étrangères : Moscou. Sur Internet :
<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200.htm>

Louça F. & Romero Baeza M. (2010), “Portugal Left Bloc : “Somehow, we filled a space that did not exist, a political space that had not yet been recognized”. ESSF (article 18618). Traduction A l'encontre :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article18618>

Löwy M. (1991), "Paul Le Blanc's Lenin and the Revolutionary Party", Monthly Review. On ESSF article 4283) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article4283>

Pastor J. (2016), "Etat espagnol : La crise du PSOE ou la fin d'un cycle historique de la social-démocratie". Traduction A l'encontre :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39391>

RPM-M (2006), "The Revolutionary Worker's Party-Mindanao - Revolutionary Peoples' Army (RWP-M/RPA or RPM-M-RHM)", ESSF (article 3256) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article3256>

Rousset P. (2013), "Pakistan : trois partis ont fusionné pour donner naissance au AWP", ESSF (article 27676) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article27676>

Rousset P. (2010a), "Le Parti révolutionnaire des travailleurs-Mindanao (RPM-M) et la gauche aux Philippines", ESSF (article 18933) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article18933>

Rousset P. (2010b), "Un regard porté sur l'expérience du LPP et de la gauche pakistanaise", ESSF (article 16762) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article16762>

Rousset P. (2005), "1965-2005 : Deux générations dans l'évolution de la gauche radicale européenne et quelques 'questions brûlantes'", ESSF (article 1138) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article1138>

Vercammen, F. (1989). "Lénine et la question du parti - Remarques autour de *Que faire ?*". ESSF (article 35189) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35189>

Voss M. (2011), "Alliance rouge-verte : la radiographie d'un nouveau parti au Danemark", ESSF (article 23810). Traduction Inprecor :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article23810>

Notes

[1] Deux références ont été ajoutées ici.